

crise sanitaire et sociale :

plateforme revendicative

Les secteurs capitalistes, patrons et actionnaires, avec l'aide de gouvernements à leur service, ont pu préserver leurs intérêts malgré la violence de la crise du COVID. Au contraire, le monde du travail se trouve globalement dans une bien plus mauvaise position depuis la pandémie. Nous devons inverser le rapport de force ! Luttons ensemble pour les revendications immédiates suivantes :

Pour une gestion sanitaire non-autoritaire !

- Suppression du pass sanitaire. Réintégration immédiate des salarié·es suspendu·es avec solutions de reclassements si nécessaire.
- Renforcement des capacités hospitalières.
- Pas de perte de revenu en cas d'arrêt de travail "covid" ou de garde d'enfant.



Décrétons l'état d'urgence sociale !

- Gel des loyers et crédits immobiliers, des factures énergétiques. Gel des prix des produits de première nécessité.
- Actions pour lutter contre l'habitat indigne et le mal-logement. Réquisitions pour loger les personnes à la rue et les plus fragiles.
- Maintien des droits pour les chômeur·euses. Hausse des minima sociaux.

Protégeons toutes les travailleuses !

- Reconnaissance du statut de salarié·e et de ses protections, pour les travailleuses ubérisé·es.
- Régularisation des sans-papiers et accès à la protection sociale.
- Gel des licenciements, réquisition et contrôle ouvrier sur les entreprises en faillite ou subventionnées par l'argent public.
- Annulation complète de la dernière réforme du chômage et de la réforme des retraites.



Priorité aux services publics !

- Plan d'urgence pour les hôpitaux à hauteur des besoins formulés par les soignant·es. Investissement massif dans les soins à domicile pour ceux·celles qui en bénéficient et soutien à ceux·celles vivant seul·es.
- Redistribution des richesses pour des services publics de qualité, sans profits et d'égal accès à tous et toutes.
- Maintien d'un maillage territorial fort des services publics et gestion directe par les agents et usager·ères.

Partage des richesses et du travail !

- Augmentation générale des salaires et pensions à partir d'un SMIC revalorisé à 1800€/brut. Dégel du point d'indice dans la fonction publique.
- Diminution du temps de travail à 32H sans perte de salaire.
- Arrêt des politiques, notamment fiscales, au bénéfice des plus riches et entreprises.

